

Cinq ans après le 13-Novembre, série d'hommages sur fond de menace terroriste maximale

lundi 16 novembre 2020, par [Thémis](#)

Accompagné notamment d'Anne Hidalgo, le premier ministre s'est rendu au Bataclan, devant le Stade de France et à des terrasses de café à Paris, lieux où des commandos de l'organisation Etat islamique (EI) ont tué 130 personnes il y a cinq ans.

Le Monde avec AFP Publié le 13 novembre 2020.

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/13/cinq-ans-apres-le-13-novembre-serie-d-hommages-sur-fond-de-menace-terroriste-maximale_6059619_3224.html

Cinq ans après, les autorités rendent hommage, vendredi, aux victimes des attentats du 13 novembre 2015, les plus meurtriers commis sur le sol français. De l'assassinat de Samuel Paty le 16 octobre à l'attaque à la basilique de Nice, la succession d'attaques au cours des dernières semaines a rappelé que la vague djihadiste qui a frappé la France il y a cinq ans n'était pas totalement terminée, même si elle a changé de forme.

Ce retour en force de la menace, récemment relevée à son niveau d'alerte maximale, donnait vendredi une dimension particulière aux commémorations des attentats, dont le procès devrait débiter vraisemblablement en septembre 2021 et durer six mois.

Le premier ministre, Jean Castex, a sobrement tweeté la devise de la ville de Paris (« Il est battu par les flots mais ne sombre pas »). Accompagné notamment de la maire de Paris, Anne Hidalgo, le premier ministre s'est rendu dans la matinée au Bataclan, devant le Stade de France et à des terrasses de café à Paris, lieux où des commandos téléguidés par le groupe Etat islamique (EI) avaient tué 130 personnes il y a cinq ans.

Autour de la salle de spectacle, encadrée par un important dispositif policier, les noms des victimes ont résonné dans les rues vidées par le confinement, où seuls quelques badauds étaient venus se recueillir, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP).

« C'est ma manière de dire qu'on ne les oublie pas, toutes ces personnes qui sont parties et toutes celles qui ont des séquelles psychologiques ou qui sont handicapées à vie », souffle Martine Laupin, 72 ans, une habitante du quartier, très émue.

Des responsables de partis rendront eux aussi leur propre hommage aux victimes tandis que la tour Eiffel s'éteindra à partir de 20 heures et scintillera chaque heure en mémoire de cette attaque qui a semé l'effroi dans le pays et provoqué une onde de choc mondiale.

« La guerre n'est pas achevée »

Aujourd'hui, les autorités craignent moins la résurgence de vastes attaques coordonnées que le passage à l'acte soudain d'individus radicalisés, encouragés par des groupes terroristes décimés mais encore actifs. « Ils nous frappent encore, mais avec des individus fanatisés qui utilisent des couteaux pour susciter l'effroi. La guerre sur notre sol n'est donc pas achevée, mais beaucoup de batailles ont été gagnées depuis 2015 », a estimé l'ancien président de la République François Hollande dans Le Parisien vendredi.

« Ce qui était attaqué, c'était le sport, la réjouissance ensemble, la musique, au Bataclan. Et récemment, ce qui est attaqué, c'est un autre symbole de la République, l'école. Ce qui est attaqué, c'est un autre symbole de notre liberté d'être ensemble, la liberté religieuse, avec l'attaque de Nice », a déclaré vendredi sur BFM-TV le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui était ministre de la défense en 2015.

« Tout cela, ce sont nos valeurs, que nous devons protéger, et ce qui exige de notre part une très grande fermeté à l'égard du terrorisme. »

Mis sous pression par ces nouvelles attaques, l'exécutif a récemment lancé une offensive contre l'islamisme politique et promet d'agir avec plus de fermeté contre les étrangers radicalisés. Selon Gérard Darmanin, le ministre de l'intérieur, quarante-huit d'entre eux ont été expulsés depuis juillet sur les 231 qui sont dans le collimateur des autorités.

« Il y a encore plus d'une centaine d'étrangers en situation irrégulière que nous soupçonnons de radicalisation » sur le territoire national, a déclaré vendredi sur Franceinfo M. Darmanin, qui doit dévoiler en décembre un projet de loi controversé contre le « séparatisme islamiste ».

Pressé à droite et à l'extrême droite de prendre des lois d'exception, le gouvernement tente d'apporter des garanties sur la prise en charge des radicalisés en détention ou ceux qui seront bientôt libérés. « Il n'y a pas un terroriste (...) condamné qui sortira sans une double surveillance. Surveillance judiciaire : juge d'application des peines antiterroriste ; surveillance policière », a clamé le ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti, vendredi sur LCI.

Législation européenne

En parallèle, dans une déclaration conjointe adoptée vendredi, les ministres de l'intérieur des 27 pays de l'Union européenne (UE) se sont dits déterminés à faire aboutir « avant la fin de l'année » les négociations en cours pour une législation européenne visant à faire retirer dans l'heure les « contenus à caractère terroriste » en ligne.

« Nous réaffirmons notre détermination à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour lutter contre cette terreur barbare de façon globale, avec tous les outils dont nous disposons », ont souligné les ministres, après avoir rendu hommage aux personnes tuées 13 novembre 2015.

La réunion ministérielle virtuelle se tient trois jours après un mini-sommet européen organisé par Paris, qui avait souligné la nécessité d'une réponse coordonnée rapide de l'UE pour intensifier la lutte contre le terrorisme.

« Nous sommes tous d'accord sur le fait que la protection des frontières extérieures de l'Europe doit être renforcée de façon significative, en particulier pour des raisons de sécurité », a déclaré à la presse le ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer, dont le pays assure la présidence semestrielle de l'UE.